

Le 28 Mai 2024

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon est atterrée de constater que rien ne sert de leçon à nos dirigeants qui semblent avoir déjà oublié que deux de nos collègues sont décédés il y a deux semaines.

Il apparaît cependant que malgré toute la bonne volonté affichée dans les médias et auprès des personnels, sur le fond, il n'y a aucune volonté de changer quoi que ce soit et on constate que certaines pratiques sont encore en place malgré la gravité des derniers événements.

A Aiton dès lundi, notre bureau local UFAP rédigeait un tract concernant des extractions de détenus ayant eu lieu pour rien, les juridictions n'ayant pas prévenu que les audiences étaient annulées.

Visiblement pas plus touché que cela par ce énième dysfonctionnement, le DI rédigeait un mail à l'UR UFAP où il concluait que « Ces situations ne sont malheureusement pas exceptionnelles mais nous avons toutes les raisons de nous en passer ces jours-ci. [...] » (souligné par nos soins).

En fait, on s'en passerait tous les jours de ces situations qui ne sont pas exceptionnelles. Selon l'UR UFAP UNSa Justice, la direction des services judiciaires devrait prendre en compte nos difficultés, ce n'est pas toujours à l'AP de faire en sorte que tout fonctionne. Ce n'est pas toujours à l'AP de se plier aux desiderata de toute l'institution par esprit de loyauté.

Il semble que les magistrats fassent une levée de bouclier pour s'opposer au développement de la visio conférence. L'accès au juge en serait moindre, etc. Dans un monde idéal le magistrat pourrait toujours voir le justiciable en présentiel, dans le monde réel, la visio ce serait bien quand même quand on connaît les difficultés mises à jour par l'attaque tragique du convoi à Incarville.

Parallèlement, il nous a été remonté que des clés des véhicules banalisés semblent avoir été bloquées sur le PREJ 38 par le directeur afin d'éviter que les agents ne prennent ces véhicules. L'idée, suite au terrible drame qui a secoué notre institution, c'était de permettre à tous d'avoir des véhicules banalisés.

Ce qui semble surtout faire souci, c'est la pression de la DISP et du directeur dédié pour faire toujours plus d'EJ et donc, à moyens constants, faire un travail de qualité moindre qui expose toujours plus les personnels.

Les personnels exigent une réaction d'envergure et immédiate comme indiquée par le Garde des Sceaux, mais la notion d'immédiateté est inconnue de notre administration et l'envergure serait plutôt celle d'un moineau.

Pour l'UR UFAP UNSa Justice, plus aucune sortie ne devrait avoir lieu sans être armé, y compris pour les extractions médicales.

Pour l'UR UFAP UNSa Justice, Il faut doter urgemment les collègues en armes longues et holster cuisse/poitrine.

Pour l'UR UFAP UNSa Justice, il ne doit plus y avoir d'escorte à 2 agents.

Pour l'UR UFAP UNSa Justice, il ne doit plus y avoir de panachage, tous les agents qui sortent doivent être armés

Pour l'UR UFAP UNSa Justice, il faut dé-sérigraphier un maximum de véhicules et en tout état de cause, cesser d'en interdire l'accès.

Pour l'UR UFAP UNSa Justice, le directeur dédié aux missions extérieures devrait changer son fusil d'épaule en terme de management, c'est un premier avertissement sans frais.

Pour changer un peu, il faut que les directions prennent un peu les choses au sérieux !

**Pour l'UR UFAP UNSa Justice de Lyon**

Les secrétaires Généraux

D.VERRIERE, F.ROUSSET, S.ROYERE, S.PERROT